

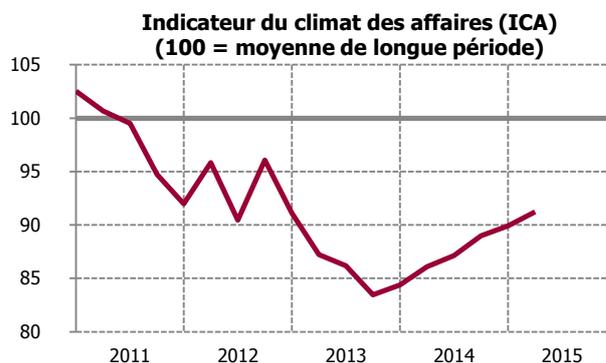
Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Une conjoncture portée par les investissements

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse au premier trimestre 2015 (+1,3 point), consolidant la dynamique entamée fin 2013. Il reste néanmoins en deçà de sa moyenne de longue période (-8,8 points). Les chefs d'entreprise font état d'une opinion plus favorable pour le trimestre écoulé, en particulier sur la trésorerie et les effectifs. Ils font également part d'anticipations favorables pour le trimestre à venir, avec un accroissement du volume d'affaires et une moindre dégradation des délais de paiements.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

En dépit des incertitudes politiques liées à l'absence de gouvernement de plein exercice tout au long du premier trimestre, l'investissement des entreprises comme des ménages a continué à progresser, et la consommation des ménages s'est maintenue sur la période. Le déficit commercial diminue, la forte baisse des intrants importés par l'industrie métallurgique compensant largement le net recul des exportations de minerai. Le marché du travail est légèrement mieux orienté même si la demande d'emploi reste toujours élevée.

Au niveau sectoriel, l'activité est jugée moins bien orientée dans plusieurs secteurs. Le courant d'affaires est jugé dégradé dans le tourisme et, dans une moindre mesure, dans le secteur de la construction. Dans le secteur primaire, les indicateurs sont contrastés. Bien que moins dynamique qu'au trimestre précédent suite à un incident technique affectant la production de l'Usine du Nord, l'activité du secteur mines et métallurgie reste, elle, en hausse sur un an.

REBOND DE LA CROISSANCE NIPPONE

Au premier trimestre 2015, la Chine affiche un taux de croissance de 7 %, conforme à l'objectif 2015 fixé par le gouvernement mais traduisant l'essoufflement de l'économie. La production industrielle s'est tassée en mars (+5,6 % sur un an) et le pays est confronté à de fortes surcapacités, souffrant de l'atonie de la demande intérieure et du fléchissement des exportations. Le Fonds monétaire international (FMI) maintient ses prévisions de croissance pour 2015 à 6,8 %.

L'économie japonaise s'est montrée plus dynamique que prévue : elle affiche une croissance de 0,6 % au premier trimestre 2015 (contre +0,4 % attendu), soit +2,4 % en glissement annuel. L'augmentation de la demande intérieure, le plan de relance budgétaire du pays et l'assouplissement monétaire de la Banque du Japon contribuent à redresser l'économie sans pour autant entraîner un retour de l'inflation. Les prix ont crû de 0,2 % en mars et pourraient fléchir en avril. Le FMI prévoit une croissance japonaise de 1 % en 2015.

Le 6 mai 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a de nouveau abaissé son principal taux d'intérêt d'un quart de point, à un plus bas historique de 2,0 %, en réponse au ralentissement de la croissance du PIB observée depuis l'été 2014. Alors que la croissance australienne s'est établie à 3 % en moyenne entre 2008 et 2014, elle devrait fléchir à 2,8 % en 2015, selon les prévisions du FMI.

En Nouvelle-Zélande, les faibles taux d'intérêt, l'activité soutenue dans la construction et la baisse des prix du pétrole ont contribué à une croissance du PIB de 3,2 % en 2014 qui pourrait se maintenir à 2,9 % en 2015, selon les prévisions du FMI. Les prix à la consommation enregistrent un nouveau recul au premier trimestre 2015 (-0,3 %, +0,1 % sur un an). Fin avril 2015, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu inchangé son principal taux directeur à 3,5 %.

Repli des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,4 % au premier trimestre 2015, après trois trimestres consécutifs de progression modérée.

Ce repli s'explique par la baisse des prix de l'énergie (-6,5 %) et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés (-0,6 %) et des services (-0,3 %). En revanche, les produits alimentaires se renchérissent de 2,6 % par rapport à fin décembre.

Sur un an, le niveau général des prix progresse modérément (+0,6 %), porté essentiellement par les denrées alimentaires (+3,3 %) et les activités de services (+2,0 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel, %)



Source : ISEE

Fragile amélioration du marché de l'emploi

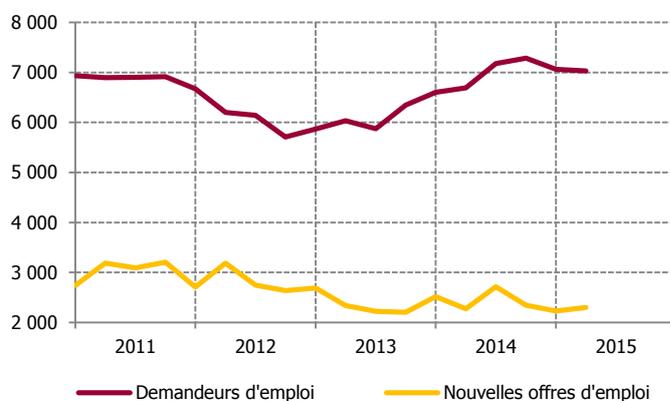
La situation du marché du travail s'améliore à nouveau légèrement début 2015. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de trimestre diminue de 0,5 % (CVS), une évolution en partie expliquée par la hausse de l'emploi salarié (0,9 %). Le chômage indemnisé se replie quant à lui de 1,9 %.

Cette timide amélioration est en phase avec l'appréciation des chefs d'entreprise interrogés, qui s'améliore pour le troisième trimestre consécutif, et se situe désormais quasiment à son niveau de longue période.

Le nombre de nouvelles offres déposées auprès des services de placement a augmenté de 3,1 % (CVS), après un repli au dernier trimestre 2014 (-4,8 %). Ce chiffre est néanmoins à interpréter prudemment, pouvant traduire, au-delà de créations brutes d'emplois, un taux de dépôt plus important de ces offres auprès des services de placement.

La demande d'emploi et le chômage indemnisé restent néanmoins à des niveaux élevés, et l'opinion des chefs d'entreprise sur leurs effectifs redevient moins favorable pour le trimestre à venir.

Nombre de demandeurs d'emploi et nouvelles offres d'emploi enregistrés



Source : IDC-NC, séries désaisonnalisées par l'IEOM

Stabilité de la consommation des ménages

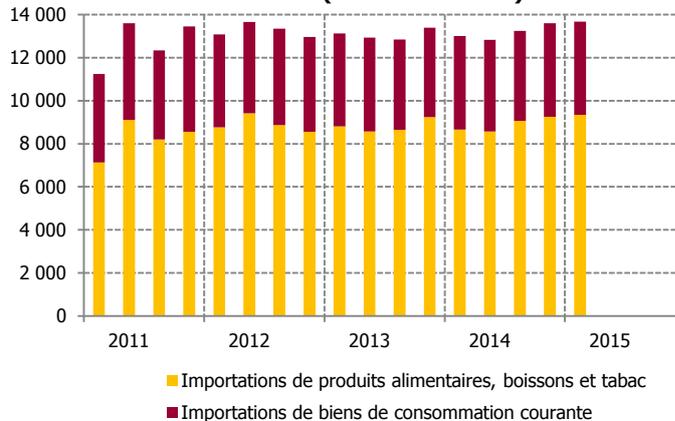
La consommation des ménages se stabilise, après deux trimestres de croissance. Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac augmentent légèrement (+1,0 %, CVS), tandis que celles de biens de consommation courante sont en légère baisse (-0,5 %). Dans le détail, les importations d'articles d'habillement et de chaussures progressent significativement (+5,3 %), mais cette hausse est compensée par le repli des importations de biens d'équipement du foyer (-4,9 %).

Les immatriculations de voitures particulières s'inscrivent en forte baisse (-16,4 %, CVS), après un dernier trimestre 2014 mieux orienté. Parallèlement, les encours de crédits à la consommation des ménages perdent 2,3 %, les nouveaux octrois ne couvrant pas les remboursements des crédits en cours.

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages restent favorablement orientés : sur un an, les décisions de retrait de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèque reculent respectivement de 24,6 % et de 17,6 %, et le nombre de personnes physiques interdites bancaires est en baisse de 2,0 %.

Le solde d'opinion des professionnels du commerce sur leur activité continue à se redresser, même s'il reste inférieur à sa moyenne de longue période. Les commerçants interrogés témoignent cependant d'une dégradation marquée de leur trésorerie et de prévisions d'investissement légèrement moins favorables.

Importations de biens destinés aux ménages (millions de F CFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisées par l'IEOM

Des intentions d'investir bien orientées

Le solde d'opinion relatif aux intentions d'investir à un an poursuit son amélioration au premier trimestre 2015, et retrouve ainsi son niveau de longue période, dont il s'était fortement écarté mi-2012.

Les intentions d'investir progressent plus particulièrement dans le secteur primaire, dans les mines et la métallurgie et dans l'industrie et le BTP. Elles demeurent inférieures à leur niveau de longue période dans les services, le commerce et le tourisme.

Ces perspectives mieux orientées se traduisent par une nouvelle progression des importations de biens d'équipement à destination des professionnels, qui dépassent le seuil de 10 milliards de F CFP (+8,1 %, CVS). En revanche, les ventes de véhicules utilitaires se replient (-13,2 %, CVS), s'établissant à un point bas.

Bien qu'en légère baisse au premier trimestre (-0,5 %), comme en chaque début d'année, l'encours des crédits d'investissement aux entreprises reste bien orienté (+4,5 % en glissement annuel).

Réduction du déficit commercial

Au premier trimestre 2015, les importations reculent significativement par rapport au trimestre précédent (-18,1 %, après +8,4 %). La plupart des postes sont en diminution, avec surtout une forte chute des importations de produits minéraux (-37,4 %), notamment liée à celle des combustibles utilisés par l'industrie du nickel (fioul et gazole).

Dans le même temps, les exportations reculent de 7,7 % sur le trimestre écoulé. Le repli des exportations de minerai de nickel (-45,1 %), de ferronickels (-12,4 %) et de mattes (-22,7 %) n'est pas compensé par la forte progression des ventes des produits de l'Usine du Sud (+31,5 % pour le NHC, tandis que les exportations d'oxyde de nickel ont plus que triplé).

Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale diminue de manière significative (-26,6 %), après avoir progressé de 21,7 % au trimestre précédent. Il s'établit ainsi à 33,7 milliards de F CFP, soit 12,2 milliards de moins qu'au trimestre précédent.

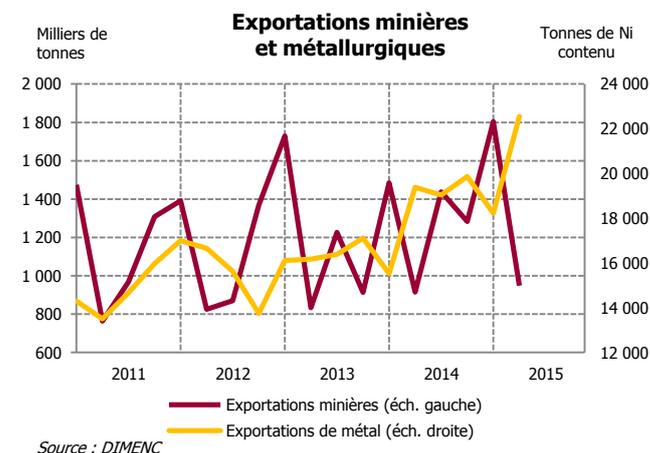
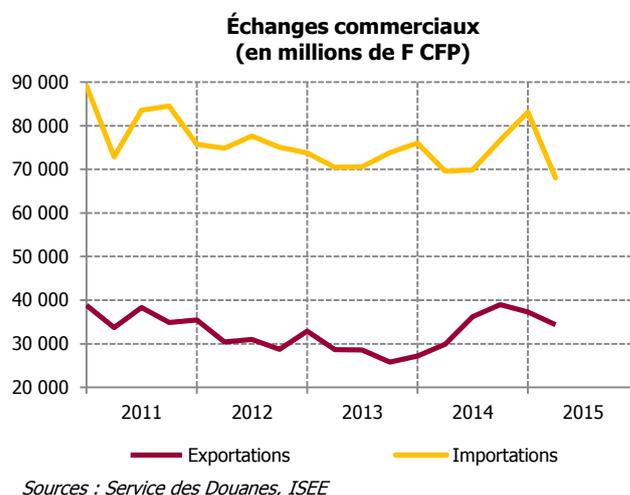
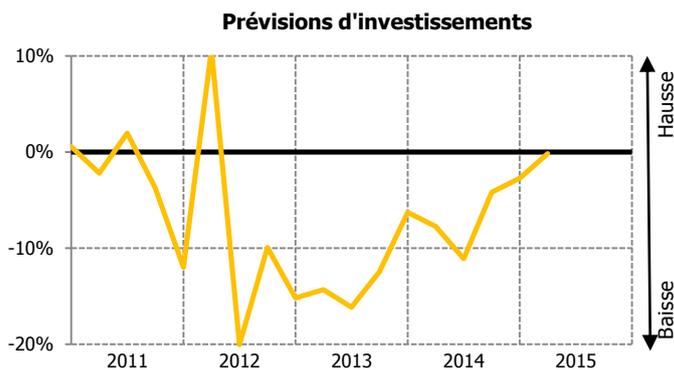
ACTIVITÉ MOINS BIEN ORIENTÉE DANS PLUSIEURS SECTEURS

L'activité dans le secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** est contrastée. La production de viande bovine se replie (-5,5 %, CVS), tandis que les abattages porcins atteignent un nouveau point haut. La pêche des palangriers baisse de 2,6 % sur un an, avec un recul marqué des prises de thons blancs. Les volumes exportés (environ un quart de la production) se replient de 18,5 % sur la même période, illustrant l'orientation croissante de la production vers le marché local. La filière de l'aquaculture de crevettes démarre, elle, une saison marquée par la pénurie de larves en sortie d'écloseries, qui l'empêche de produire à pleine capacité ; les volumes exportés de crevettes s'inscrivent ainsi en repli de 24,1 %.

Au premier trimestre 2015, l'activité est jugée favorable par les professionnels du **secteur des mines et de la métallurgie**.

Le marché mondial du nickel demeure largement excédentaire, les stocks mondiaux enregistrés au LME ayant été une nouvelle fois évalués à la hausse sur le premier trimestre de l'année 2015 (+9,0 %, et +58,2 % sur un an). Le cours du nickel en dollar US recule de 9,2 %, atteignant une valeur moyenne de 6,50 US\$/lb sur le trimestre. Cependant, la forte appréciation du dollar US par rapport au F CFP (+11 % sur le trimestre) compense cette baisse, et le cours de la livre de nickel progresse ainsi de 1,1 % en F CFP.

Après un dernier trimestre 2014 très dynamique, l'extraction minière enregistre une baisse de 12,3 % par rapport au trimestre précédent (après +32,2 %). Parallèlement, les exportations de minerai de nickel chutent de 47,4 % en volume sur le trimestre, mais restent cependant en hausse de 3,6 % sur un an. La valeur de la tonne humide exportée progresse parallèlement de 4,3 %.

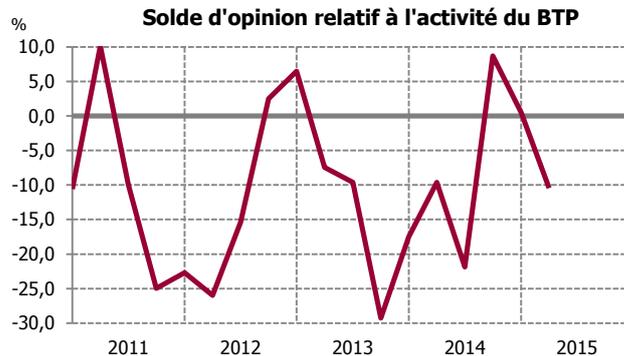


La production métallurgique enregistre une baisse de 6,8 %, après avoir progressé de manière significative au trimestre précédent (+21,1 %). Sur un an, la progression reste significative, à +8,2 %. La production de ferronickels est en baisse (-15,9 %), suite à l'incident technique qu'a connu l'Usine du Nord en fin d'année 2014, tandis que les mattes produites par la SLN et les produits de l'Usine du Sud (NHC et NiO) sont en hausse respectivement de 2,3 % et 8,8 %. Les exportations de produits métallurgiques progressent globalement sur le trimestre de +23,8 % en tonnes de nickel contenu, et de 4,7 % en valeur.

L'opinion des professionnels du **bâtiment et des travaux publics** sur leur activité retombe ce trimestre, marquée par une détérioration du niveau des charges et un recul des prix pratiqués. Les incertitudes sur la reconduction du dispositif de défiscalisation du logement intermédiaire se sont maintenues tout au long du trimestre, en l'absence de gouvernement de plein exercice. Pour autant, les projets immobiliers privés continuent à se concrétiser : la production de crédits à l'habitat pour les particuliers et les entreprises a ainsi progressé respectivement de 37,8 % et 46,7 % sur un an.

L'opinion sur les perspectives d'activité est défavorablement orientée pour le deuxième trimestre 2015, et les entrepreneurs du bâtiment témoignent d'un manque de visibilité en matière de commande publique à moyen terme.

L'activité dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** est décrite comme dégradée, comme l'avaient anticipé les professionnels du secteur interrogés au trimestre précédent. Pourtant, le nombre de touristes sur le premier trimestre 2015 progresse légèrement (+0,5 % CVS), tiré par les visiteurs néo-zélandais (+33,2 %), japonais (+1,4 %) et métropolitains (+0,4 %), tandis que les arrivées en provenance d'Australie reculent de 6,5 %. Toutefois, ces derniers anticipent une nette amélioration pour le trimestre à venir.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE MODÉRÉE ET HÉTÉROGÈNE

Selon les prévisions du FMI d'avril 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester modérée en 2015 (+3,5 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec des évolutions contrastées selon les zones géographiques considérées. Alors que les perspectives de croissance s'améliorent pour les pays avancés, celles concernant les pays émergents et les pays en développement se dégradent. Ces derniers contribueraient tout de même à hauteur de 70 % à la croissance mondiale en 2015.

Aux États-Unis, l'activité a été plus faible que prévue au premier trimestre 2015 : le PIB s'est contracté de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec un hiver rigoureux et l'appréciation du dollar, qui pèse sur les échanges extérieurs. La faiblesse des cours du pétrole, un ajustement budgétaire modéré et une politique monétaire toujours accommodante soutiennent toutefois la demande intérieure.

En zone euro, le PIB progresse de 0,4 % au premier trimestre 2015, après +0,3 % au quatrième trimestre 2014. Pour rappel, la croissance 2014 s'est établie à +0,9 % (Eurostat). D'après le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro. En 2015, l'activité économique devrait accélérer, portant la croissance annuelle à +1,5 %.

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 mai 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,2 % en 2014. Au premier trimestre 2015, le PIB progresse de 0,6 % après avoir stagné au quatrième trimestre 2014. L'accélération de la consommation des ménages et les variations de stocks contribuent positivement à l'évolution du PIB, tandis que l'investissement et le solde du commerce extérieur pèsent sur son évolution. Le FMI prévoit une croissance de +1,2 % pour la France en 2015.

Au Japon, après une année 2014 décevante, la croissance devrait aussi se redresser, grâce à l'affaiblissement du yen et à la baisse des prix du pétrole. En Chine, le FMI prévoit un nouveau ralentissement de l'investissement, en particulier dans l'immobilier. Au Brésil, une moindre confiance du secteur privé, un durcissement de la politique macro-économique ainsi que la sécheresse influent négativement sur les perspectives de croissance. En Russie, les prévisions de croissance reflètent l'impact économique de la forte baisse des prix du pétrole et de la montée des tensions géopolitiques.

En 2016, l'activité économique des pays émergents devrait s'accélérer et porter la croissance mondiale à +3,8 %.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON – Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 5 juin 2015 – Dépôt légal : juin 2015 – ISSN 1968-6277